

Paris, le 2 décembre 2024

Madame, Monsieur,

Chère adhérente, cher adhérent,

Vous le savez, vos syndicats professionnels FEDEPSAD, UNPDM, et UPSADI, sont engagés depuis plus de 2 ans dans des discussions avec la Direction de la Sécurité Sociale du ministère de la Santé (DSS) pour rendre la réforme de la prise en charge des fauteuils roulants opérationnelle et soutenable économiquement.

A la suite de [l'interruption des négociations en juillet](#) après que le Gouvernement ait finalement renoncé à un passage en force à la veille des législatives, nous venons d'être informés, lors d'une réunion le 22 novembre 2024 avec le cabinet de la Ministre déléguée chargée des Personnes handicapées, de nouvelles velléités de publication du texte dans la précipitation alors que, n'ayant pour ainsi dire pas été retravaillé, il demeure inabouti et très inquiétant pour nos entreprises.

Aujourd'hui, nous réaffirmons notre soutien à l'objectif affiché et à la nécessité de réformer la prise en charge des fauteuils roulants pour les personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie. Nous comprenons la volonté des usagers, qui ont tant attendu, d'une réforme rapide fondée sur la promesse d'un remboursement intégral.

La promesse présidentielle, qui sur son principe ne peut faire que l'unanimité, se traduit actuellement par un texte aux conséquences dramatiques pour les patients et létales pour nos entreprises du fait de son absence de soutenabilité économique pour les acteurs de la filière. En l'état, l'application de la réforme conduira à de nombreuses fermetures d'entreprises et à la destruction de milliers d'emplois.

L'ambition de cette réforme d'un accès facilité aux fauteuils roulants se heurte à un défaut de méthode de concertation et à une absence d'écoute des acteurs du terrain et des institutions (Haute autorité de santé – HAS,) dont de nombreuses recommandations, alertes et contre-propositions ont été ignorées pour des questions budgétaires, aboutissant à un projet bureaucratique, « hors sol » et aux effets contre-productifs.

Nous restons déterminés à co-écrire un texte qui soit demain applicable et soutenable économiquement comme nous l'avons affirmé avec force et détermination ces derniers mois, déplorant le retard que prenaient les discussions avec la DSS. Mais nous ne pouvons en l'état cautionner un texte et une réforme qui provoqueront une crise majeure pour nos entreprises et pour les bénéficiaires de fauteuils roulants.

Nous vous proposons d'agir vous aussi en diffusant le [communiqué de presse intersyndical](#) que nous vous adressons et de le relayer [aux usagers de fauteuils roulants](#) que vous accompagnez, ainsi qu'[aux parlementaires \(Députés et Sénateur\)](#) et élus de vos territoires [en les alertant sur le risque de destruction d'emploi que représente une réforme des fauteuils roulants inapplicable sur le terrain.](#)